



Versement

1870 W 1-173

Identification :

Intitulé/ Analyse : Tribunaux d'instance de Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Nogent-sur-Seine et Troyes. Civil : registres, minutes et dossiers individuels

Dates extrêmes : 1972 ~ 2013

Importance matérielle : 14,40 mètres linéaires

Contexte

Service producteur : Tribunaux d'instance de Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Nogent-sur-Seine et Troyes

Service versant : Tribunal d'instance de Troyes

N° d'entrée du versement : 58865

Date d'entrée du versement : 06/12/2019

Conditions d'accès aux documents

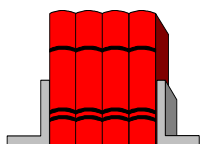
Début communicabilité : 1^{er} janvier 2048

Fin communicabilité : 1^{er} janvier 2089

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 25 janvier 2022

Réalisé par Grégory FONTAINE (Sarl FFAS)
sous le contrôle d'Arnaud BAUDIN
et la direction de Nicolas DOHRMANN



Présentation

Présentation du service producteur

La compétence du Tribunal d'Instance revêt un caractère plus administratif que judiciaire. Proche et accessible, le tribunal d'instance traite la plupart des petits litiges civils de la vie quotidienne. Ce tribunal juge toutes les affaires civiles pour lesquelles la demande porte sur des sommes comprises entre 4 000 et 10 000 euros : litiges liés aux accidents de la circulation, conflits relatifs au paiement des charges de copropriété, dettes impayées, livraisons non conformes, travaux mal exécutés, demandes de dommages et intérêts ou de remboursement d'un produit ou d'un service. Au pénal, il prend le nom de Tribunal de Police et juge les infractions qualifiées de contraventions.

Il statue sur toute une série d'affaires, quel que soit le montant de la demande. Par exemple :

- les litiges entre propriétaires et locataires relatifs au logement d'habitation : paiement des loyers, résiliation du bail, etc.,
- les contestations en matière de funérailles ou relatives aux frais de scolarité ou d'internat,
- les litiges relatifs à l'élagage des arbres et des haies et les actions en bornage pour fixer les limites de deux propriétés,
- les contestations en matière d'élections politiques (établissement des listes électorales) et d'élections professionnelles au sein des entreprises.

Il traite également les litiges relatifs aux crédits à la consommation d'un montant inférieur ou égal à 75 000 euros (ex : crédit pour l'acquisition d'une voiture ou d'une cuisine équipée, etc.).

À ce titre, il statue sur les demandes d'ouverture d'un régime de protection :

- des mineurs (gestion et administration des biens d'un mineur, représentation du mineur pour un acte de la vie civile),
- de certains majeurs, qui ont besoin d'être assistés ou représentés pour accomplir des actes de la vie courante,
- et les demandes d'émancipation des mineurs âgés de plus de 16 ans.

Ce tribunal a compétence également pour l'établissement des actes de notoriété, des certificats de nationalité ou encore des pactes civils de solidarité (compétence du greffier).

Enfin, certains greffiers en chefs des tribunaux d'instance sont compétents pour recevoir et décider de l'enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité française hors mariage, vérifier que les conditions légales sont réunies, et délivrer les certificats de nationalité française.

Le tribunal d'instance comprend un ou plusieurs juges professionnels.

Les affaires sont toujours jugées par un seul juge d'instance qui préside les audiences et prend seul sa décision, assisté d'un greffier.

Le ministère public n'est pas nécessairement présent aux audiences, mais il y exerce ses attributions civiles : requérir l'application de la loi et veiller aux intérêts de la société.

Créée sous Napoléon I^{er}, la carte judiciaire n'avait pas connu de modification substantielle depuis 1958 et ne correspondait plus à la réalité démographique, sociale et économique du pays. La réforme, engagée en 2007, s'est achevée le 31 décembre 2010 avec la fermeture de 178 tribunaux d'instance et de 17 tribunaux de grande instance (TGI). Dans l'Aube, cette réforme a conduit à la fermeture des tribunaux d'instance de Bar-sur-Seine, Bar-sur-Aube et Nogent-sur-Seine. Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2020, seul demeura le tribunal d'instance de Troyes. En vertu de la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle du 18 novembre 2016, le tribunal d'instance a été supprimé le 31 décembre 2019 pour fusionner le 1^{er} janvier 2020 dans le nouveau tribunal judiciaire.

Tri et éliminations pratiqués

Il n'a été procédé à aucun tri ni élimination dans ce fonds.

Mode de classement

Classement par ordre thématique, chronologique, puis alphabétique.

Sources complémentaires

1167 W 27-31 : dossiers d'audience : contraventions des quatre premières classes (1976-1990)

1641 W 1-267 : minutes de jugement (1965-2010), minutes des ordonnances pénales (1978-2010), registres des ordonnances pénales (1972-2008)

1692 W 176-182 : fiches d'exécution des peines (1988-1997)

1694 W 268-461 : minutes de jugement (1959-1988 ; 1971-2000), dossiers d'audience (1994-2004)

1790 W 368-411 : minutes de jugement (2003-2009), minutes des ordonnances pénales (2003-2009)

1825 W 1-36 : rôles, ordonnances pénales et dossiers d'audience (1968-2012)



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ces dossiers sont communicables à l'issue d'un délai de 75 ans.

Par ailleurs, conformément à la loi Informatique et libertés 78-17 du 6 janvier 1978, les dossiers des justiciables ne sont identifiables que par l'intermédiaire de la date de l'audience. Il conviendra donc de s'adresser au Président de salle ou à l'administration de la direction des Archives et du Patrimoine pour obtenir communication de la cote recherchée, soit par le nom patronymique, soit par le numéro de parquet.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-22	Tribunal d'instance de Bar-sur-Aube	1978-2013
23-31	Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine	1973-2011
32-93	Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine	1977-2012
94-173	Tribunal d'instance de Troyes	1972-2013

1870 W 1 ~ 22	Tribunal d'instance de Bar-sur-Aube	1978 - 2013
1870 W 1 ~ 9	Registres	1984 - 2008
1870 W 1	Registre des audiences de référé.	1984 - 2001
1870 W 2	Registre des audiences de cabinet.	2001 - 2008
1870 W 3 ~ 9	Registre audiences plunitif civil	2001 - 2008
1870 W 3	De 2001 et 2002	2001 - 2002
1870 W 4	De 2003	2003 - 2003
1870 W 5	De 2004	2004 - 2004
1870 W 6	De 2005	2005 - 2005
1870 W 7	De 2006	2006 - 2006
1870 W 8	De 2007	2007 - 2007
1870 W 9	De 2008	2008 - 2008
1870 W 10 ~ 11	Minutes civiles	1980 - 1988

1870 W 10	De 1980 à 1986	1980 - 1986
1870 W 11	De 1987 à 1988	1987 - 1988
1870 W 12 ~ 22	Dossiers individuels clôturés en 2008	1978 - 2013
1870 W 12	A à Bou.	1993 - 2008
1870 W 13	Boy à Cons.	1996 - 2012
1870 W 14	Cont à Dem.	1992 - 2007
1870 W 15	Der à Goe.	1978 - 2008
1870 W 16	Gou à Gui.	1999 - 2013
1870 W 17	H à I.	1987 - 2008
1870 W 18	J à Marr.	1981 - 2010
1870 W 19	Mart à Pet.	1980 - 2009
1870 W 20	Pi à Roug.	1982 - 2008
1870 W 21	Rous à Th.	1995 - 2009
1870 W 22	Ti à W.	1985 - 2009

1870 W 23 ~ 31	Tribunal d'instance de Bar-sur-Seine	1973 - 2011
1870 W 23 ~ 26	Minutes civiles	1985 - 1988
1870 W 23	De 1985	1985 - 1985
1870 W 24	De 1986	1986 - 1986
1870 W 25	De 1987	1987 - 1987
1870 W 26	De 1988	1988 - 1988
1870 W 27 ~ 31	Dossiers individuels clôturés en 2008	1973 - 2011
1870 W 27	B à Del.	1973 - 2008
1870 W 28	Dev à Hoc.	1998 - 2011
1870 W 29	Hou à Leb.	1984 - 2008
1870 W 30	Lec à Sa.	1998 - 2008
1870 W 31	Sc à Z.	1998 - 2008

1870 W 32 ~ 93 Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine

1977 - 2012

1870 W 32 ~ 63 Registres

1977 - 2009

1870 W 32 Registre audiences civiles publiques.

1978 - 1979

1870 W 33 Registre d'audiences et paritaire.

1977 - 1980

1870 W 34 Registre conciliations civiles.

1978 - 1979

1870 W 35 Registre d'ordre des tentatives de conciliation.

1980 - 1989

1870 W 36 ~ 62 Registres audiences

1984 - 2009

1870 W 36 De 1984

1984 - 1984

1870 W 37 De 1985

1985 - 1985

1870 W 38 De 1986

1986 - 1986

1870 W 39 De 1987

1987 - 1987

1870 W 40 De 1988

1988 - 1988

1870 W 41 De 1989

1989 - 1989

1870 W 42 De 1990

1990 - 1990

1870 W 43	De 1991	1991 - 1991
1870 W 44	De 1992	1992 - 1992
1870 W 45	De 1993	1993 - 1993
1870 W 46	De 1994	1994 - 1994
1870 W 47	De 1995	1995 - 1995
1870 W 48	De 1996	1996 - 1996
1870 W 49	De 1996 à 2002	1996 - 2002
1870 W 50	De 1997	1997 - 1997
1870 W 51	De 1998	1998 - 1998
1870 W 52	De 1999	1999 - 1999
1870 W 53	De 2000	2000 - 2000
1870 W 54	De 2001	2001 - 2001
1870 W 55	De 2002	2002 - 2002
Rôles.		2002 - 2002

1870 W 56	De 2003	
Rôles.		2003 - 2003
1870 W 57	De 2004	
Rôles.		2004 - 2004
1870 W 58	De 2005	
Rôles.		2005 - 2005
1870 W 59	De 2006	
Rôles.		2006 - 2006
1870 W 60	De 2007	
Rôles.		2007 - 2007
1870 W 61	De 2008	
Rôles.		2008 - 2008
1870 W 62	De 2009	
Rôles.		2009 - 2009
1870 W 63	Registre audiences rôles référés.	
		2005 - 2009
1870 W 64 ~ 65	Rôles	
		2001 - 2010
1870 W 64	Rôles d'audiences.	
		2001 - 2001
1870 W 65	Rôles d'audiences bailleurs sociaux (BS).	
		2010 - 2010
1870 W 66 ~ 67	Plumitifs	
		1973 - 1981

1870 W 66	Plumitif paritaire.	1973 - 1981
1870 W 67	Plumitif prud'hommes.	1978 - 1981
1870 W 68 ~ 75	Répertoires	1981 - 2002
1870 W 68	Répertoire général, service civil : ordonnances rendu sur requête ou d'office.	1988 - 1992
1870 W 69	Répertoire général ordonnances.	1994 - 2002
1870 W 70 ~ 72	Feuillets répertoires civils	1981 - 1988
1870 W 70	De 1981 à août 1986	1981 - 1986
1870 W 71	De septembre 1986 à 1987	1986 - 1987
1870 W 72	De 1988	1988 - 1988
1870 W 73 ~ 75	Fiches répertoires chronologiques et alphabétiques	1985 - 1987
1870 W 73	De 1985	1985 - 1986
1870 W 74	De 1986	1986 - 1986
1870 W 75	De 1987	1987 - 1987

1870 W 76 ~ 80	Minutes, jugements	
		1985 - 1988
1870 W 76	Minutes civiles : tutelles.	
		1988 - 1988
1870 W 77 ~ 80	Civil : jugements et référés	
		1985 - 1988
1870 W 77	De 1985	
		1985 - 1985
1870 W 78	De 1986	
		1986 - 1986
1870 W 79	De 1987	
		1987 - 1987
1870 W 80	De 1988	
		1988 - 1988
1870 W 81 ~ 93	Dossiers individuels clôturés en 2008	
		1985 - 2012
1870 W 81	A à Ben.	
		1990 - 2008
1870 W 82	Ber à Bri.	
		1997 - 2008
1870 W 83	C à Cha.	
		1991 - 2012
1870 W 84	Cho à Dela.	
		1997 - 2008
1870 W 85	Delo à Dur.	
		2001 - 2008
1870 W 86	E à Gou.	
		1995 - 2008

1870 W 87	Goy à Ha.	1997 - 2012
1870 W 88	He à Lec.	1994 - 2008
1870 W 89	Lef à Lep.	1990 - 2008
1870 W 90	Les à Ma.	1999 - 2008
1870 W 91	Mi à O.	1989 - 2008
1870 W 92	P à Rou.	1985 - 2008
1870 W 93	Roy à Z.	1997 - 2008
1870 W 94 ~ 173	Tribunal d'instance de Troyes	1972 - 2013
1870 W 94 ~ 110	Minutes	1985 - 1988
1870 W 94 ~ 97	Minutes : référés	1986 - 1988
1870 W 94	De 1986 Septembre à décembre 1986.	1986 - 1986
1870 W 95	De 1987	1987 - 1987
1870 W 96	De 1988, janvier à septembre Référé n°1 à 181.	1988 - 1988

1870 W 97	De 1988, octobre à décembre	
Référés n°182 à 298.		1988 - 1988
1870 W 98 ~ 114	Minutes civiles	
		1985 - 1988
1870 W 98	De 1985, du 10 janvier au 19 juin	
		1985 - 1985
1870 W 99	De 1985, du 20 juin au 20 décembre	
		1985 - 1985
1870 W 100	De 1986, du 7 janvier au 13 mars	
N°1 à 360.		1986 - 1986
1870 W 101	De 1986, du 27 mars au 15 mai	
N°1 à 360.		1986 - 1986
1870 W 102	De 1986, du 22 mai au 31 juillet	
N°361 à 674.		1986 - 1986
1870 W 103	De 1986, du 7 août au 9 octobre	
N°361 à 674.		1986 - 1986
1870 W 104	De 1986, du 23 octobre au 11 décembre	
N°675 à 796.		1986 - 1986
1870 W 105	De 1987, du 8 janvier au 9 avril	
N°1 à 322.		1987 - 1987
1870 W 106	De 1987, du 23 avril au 27 mai	
N°1 à 322.		1987 - 1987

1870 W 107	De 1987, du 4 juin au 3 septembre N°321 à 630.	1987 - 1987
1870 W 108	De 1987, du 10 septembre au 22 octobre N°321 à 630.	1987 - 1987
1870 W 109	De 1987, du 23 octobre au 30 novembre N°631 à 1824.	1987 - 1987
1870 W 110	De 1987, du 1er décembre au 17 décembre N°631 à 1824.	1987 - 1987
1870 W 111	De 1988, du 7 janvier au 31 mars N°1 à 399.	1988 - 1988
1870 W 112	De 1988, du 14 avril au 23 juin N°1 à 399.	1988 - 1988
1870 W 113	De 1988, du 7 juillet au 22 septembre N°400 à 896.	1988 - 1988
1870 W 114	De 1988, du 13 octobre au 22 décembre N°400 à 896.	1988 - 1988
1870 W 115 - 116	Minutes civiles : ordonnances et requêtes	1985 - 1986
1870 W 115	De 1985	1985 - 1985
1870 W 116	De 1986	1986 - 1986
1870 W 117 - 132	Rôles	2010 - 2013

1870 W 117 - 120	Rôles d'audiences civiles	
		2010 - 2013
1870 W 117	2010	
		2010 - 2010
1870 W 118	2011	
		2011 - 2011
1870 W 119	2012	
		2012 - 2012
1870 W 120	2013	
		2013 - 2013
1870 W 121 - 124	Rôles d'audiences référés	
		2010 - 2013
1870 W 121	2010	
		2010 - 2010
1870 W 122	2011	
		2011 - 2011
1870 W 123	2012	
		2012 - 2012
1870 W 124	2013	
		2013 - 2013
1870 W 125 - 128	Rôles d'audiences juridiction de proximité (JP)	
		2010 - 2013
1870 W 125	2010	
		2010 - 2010
1870 W 126	2011	
		2011 - 2011
1870 W 127	2012	
		2012 - 2012

1870 W 128	2013	2013 - 2013
1870 W 129 - 132	Rôles d'audiences bailleurs sociaux (BS)	2010 - 2013
1870 W 129	2010	2010 - 2010
1870 W 130	2011	2011 - 2011
1870 W 131	2012	2012 - 2012
1870 W 132	2013	2013 - 2013
1870 W 133 - 173	Dossiers individuels clôturés en 2008	1972 - 2011
1870 W 133	A à An, Al.	2002 - 2008
1870 W 134	An, An.	1987 - 2008
1870 W 135	Andri à Barbi.	1990 - 2008
1870 W 136	Barbo à Bau.	1997 - 2008
1870 W 137	Bec à Beli.	1984 - 2008
1870 W 138	Belk à Berg.	1972 - 2009

1870 W 139	Berj à Bertran.	1989 - 2008
1870 W 140	Bertras à Brag.	2002 - 2008
1870 W 141	Bran à By.	1996 - 2008
1870 W 142	C à Cla.	1998 - 2009
1870 W 143	Cle à Cot.	1991 - 2009
1870 W 144	Cou à Dao.	1987 - 2008
1870 W 145	Dau à Deh.	1981 - 2008
1870 W 146	Del à Desa.	1974 - 2009
1870 W 147	Dese à Di.	1995 - 2008
1870 W 148	Dj à Duf.	1984 - 2008
1870 W 149	Dum à Eb.	1975 - 2010
1870 W 150	Eg à Gob.	1977 - 2011
1870 W 151	God à Herb.	1999 - 2009
1870 W 152	Hero à I.	1993 - 2008

1870 W 153	J à Jo.	1993 - 2009
1870 W 154	Ju à Lan.	1985 - 2009
1870 W 155	Lap à Lau, N.	1990 - 2008
1870 W 156	Lau, S.	1993 - 2008
1870 W 157	Laurey à Ler.	1999 - 2009
1870 W 158	Les à Los.	1995 - 2008
1870 W 159	Lou à Man.	1982 - 2011
1870 W 160	Mar à Micha.	1996 - 2009
1870 W 161	Miche à Mil.	1993 - 2008
1870 W 162	Mo.	1991 - 2010
1870 W 163	N à Pas.	1978 - 2008
1870 W 164	Pat à Pia.	1985 - 2008
1870 W 165	Pic à Pon.	1993 - 2008

1870 W 166	Pot à Q.	2002 - 2008
1870 W 167	R.	1999 - 2008
1870 W 168	S à Sau.	1973 - 2008
1870 W 169	Sav à So.	1985 - 2011
1870 W 170	St à Thom.	1994 - 2008
1870 W 171	Thou à Vac.	1999 - 2008
1870 W 172	Vas à Vie.	1985 - 2009
1870 W 173	Vil à Z.	1997 - 2008